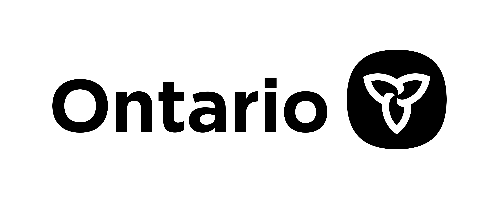
*Note : Dans le présent document, les termes employés pour désigner des personnes sont pris au sens générique; ils ont à la fois valeur d’un féminin ou d’un masculin.*



Sa Majesté le Roi du chef de l’Ontario, représenté par le

ministre de l’Éducation

Invitation à soumissionner (IAS)

en vue d’obtenir les services de rédacteurs pour

le programme-cadre d’affaires et commerce, 9e et 10e année

IAS no 234

# INTRODUCTION

Dans la présente invitation à soumissionner (« invitation »), les soumissionnaires sont invités à présenter une offre non contraignante pour la fourniture de produits livrables au ministère de l’Éducation (le « ministère »). Il se peut que d’autres soumissionnaires aient également été invités à présenter des propositions de prix pour ces produits livrables.

La présente invitation est assujettie aux stipulations énoncées à son article 7. Elle ne vise pas à créer un processus d’approvisionnement formel et juridiquement contraignant, et elle ne permet pas d’exercer les droits ou obligations juridiques qui s’appliquent à un tel processus. Sans préjudice du caractère général de ce qui précède, la présente invitation ne constitue pas un engagement du ministère à acquérir des produits livrables.

## Interprétation

Le terme « proposition de prix » s’entend de l’offre non contraignante pour la fourniture de produits livrables au ministère qui est présentée par le soumissionnaire en réponse à la présente invitation. Il est entendu que ce terme vise notamment les renseignements que fournit le soumissionnaire au moyen du formulaire prévu à l’appendice B (Formulaire de soumission).

Sauf indication expresse contraire, les « jours » mentionnés dans la présente invitation sont des jours ouvrables. Les « jours » mentionnés dans toute proposition de prix seront réputés des jours ouvrables.

Le terme « jour ouvrable » vise tout jour de travail, du lundi au vendredi inclusivement, à l’exclusion des jours fériés et autres congés du gouvernement provincial de l’Ontario, notamment : le jour de l’An, le jour de la Famille, le Vendredi saint, le lundi de Pâques, la fête du Roi, la fête du Canada, le Congé civique, la fête du Travail, le jour de l’Action de grâce, le jour du Souvenir, le jour de Noël, le 26 décembre et tout autre jour de fermeture du gouvernement de la province de l’Ontario.

## Les produits livrables

L’appendice A (Renseignements et exigences du ministère) contient une description des produits livrables requis à l’égard desquels des soumissions sont demandées dans la présente invitation.

# RENSEIGNEMENTS ET INSTRUCTIONS SUPPLÉMENTAIRES

## Calendrier

Le calendrier suivant s’applique à la présente invitation :

|  |  |
| --- | --- |
| **Date de lancement de l’invitation** | Le 23 octobre 2023 |
| **Date limite pour présenter des demandes de renseignements** | Le 26 octobre 2023 à 17 h (HAE) |
| **Publication de l’addenda (réponses aux questions des soumissionnaires, s’il y a lieu) :**  Remarque : Aucune soumission ne sera acceptée avant cette date. Si un addenda est publié, veuillez soumettre votre candidature après cette date. | Le 31 octobre 2023 |
| **Date limite pour soumissionner** | Le 6 novembre 2023 à 17 h (HAE) |

Ce calendrier est provisoire; le ministère peut le modifier à son entière discrétion.

## Obligation des parties d’assumer leurs propres frais

Le ministère ne saurait être tenu responsable des frais engagés par les parties, y compris les dépenses associées au coût de préparation des réponses à la présente invitation. Les parties assument les frais qu’elles engagent relativement au présent processus d’invitation ou dans le cadre de celui-ci, y compris les frais associés aux éléments suivants : a) la préparation et le lancement de la présente invitation; b) la préparation et la présentation d’une proposition de prix; ou c) toute autre activité liée au présent processus d’invitation.

## Demandes de renseignements

Les demandes de renseignements concernant la présente invitation devraient être adressées par courriel au représentant du ministère désigné à l’appendice A dans les délais prévus qui s’appliquent à ces demandes.

# SOUMISSIONS

## Présentation des soumissions exclusivement de la manière prescrite

Pour que votre soumission soit prise en considération, vous devez être un soumissionnaire invité à présenter une proposition de prix et vous devez remplir et présenter le formulaire de soumission. À part inscrire les renseignements demandés et signer le formulaire de soumission, vous ne devriez apporter aucun changement au format du formulaire de soumission ni exprimer dans votre proposition de prix des réserves au sujet des attestations contenues dans le formulaire de soumission. Le ministère ne prendra pas en considération les soumissions contenant de telles réserves, qu’elles figurent au recto du formulaire de soumission ou ailleurs dans la soumission.

Les propositions de prix doivent être envoyées par courriel exclusivement au représentant du ministère. Si vous ne recevez pas de confirmation de réception de votre formulaire de soumission, il vous incombe de vous assurer que le représentant du ministère l’a bien reçu. Le ministère ne saurait être tenu responsable des problèmes de livraison du courriel ni d’autres problèmes techniques concernant les soumissions.

## Acceptation, révocation et rejet des propositions de prix

Le soumissionnaire qui souhaite modifier sa proposition de prix après sa présentation doit la retirer et en présenter une nouvelle avant la date limite prévue pour présenter une soumission.

# SIGNATURE DU CONTRAT

## Sélection du vendeur

Le ministère peut, à son entière discrétion, sélectionner le soumissionnaire qui fournira les produits livrables décrits dans la présente invitation. Une fois le soumissionnaire sélectionné, le représentant du ministère en avisera le représentant de celui-ci désigné dans le formulaire de soumission. Le soumissionnaire sera appelé à conclure un contrat juridiquement contraignant (appendice C).

## Défaut de signer le contrat

Si le soumissionnaire retenu ne signe pas le contrat dans les 15 jours suivant l’avis de sélection, le ministère peut, à son entière discrétion et sans engager quelque responsabilité, annuler la sélection du soumissionnaire et en sélectionner un autre.

# CONFLITS D’INTÉRÊTS

Si, à son entière discrétion, il estime qu’un soumissionnaire se trouve en situation de conflit d’intérêts, le ministère peut, en sus de tout autre recours dont il dispose en droit ou en equity, choisir de ne pas tenir compte de la proposition de prix présentée par ce soumissionnaire. Dans la présente invitation, le terme « conflit d’intérêts » vise notamment toute situation ou circonstance dans laquelle :

1. relativement au présent processus d’approvisionnement, le soumissionnaire jouit d’un avantage injuste ou adopte un comportement qui, directement ou indirectement, pourrait lui conférer un avantage injuste, y compris (i) détenir, dans le cadre de la préparation de sa soumission, des renseignements confidentiels du ministère qui ne sont pas disponibles aux autres soumissionnaires, ou avoir accès à de tels renseignements; (ii) communiquer avec toute personne en vue d’obtenir un traitement préférentiel dans le processus d’approvisionnement; ou (iii) adopter un comportement qui compromet ou pourrait être perçu comme compromettant l’intégrité ou le caractère concurrentiel du processus d’approvisionnement et comme rendant ce processus non concurrentiel et injuste;
2. relativement à l’exécution de ses obligations contractuelles en vertu d’un contrat conclu avec Sa Majesté le Roi du chef de l’Ontario, le soumissionnaire a d’autres engagements, relations ou intérêts financiers qui (i) pourraient exercer ou être perçus comme exerçant une influence inappropriée sur l’exercice objectif et impartial de son jugement indépendant; ou (ii) pourraient compromettre ou entraver ou être perçus comme compromettant ou entravant l’exécution efficace de ses obligations contractuelles, ou encore pourraient être incompatibles avec celle-ci ou être perçues comme telles.

# LOI SUR L’ACCÈS À L’INFORMATION ET LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

Les renseignements fournis par un soumissionnaire/vendeur peuvent être communiqués en conformité avec la *Loi sur l’accès à l’information et la protection de la vie privée*, L.R.O. 1990, chap. F.31. Le soumissionnaire/vendeur devrait préciser quels renseignements contenus dans la proposition de prix ou dans les documents connexes fournis à titre confidentiel doivent être traités de façon confidentielle par le ministère. Le ministère assurera la confidentialité de ces renseignements, sauf disposition contraire de la loi ou d’une ordonnance d’une cour de justice ou d’un tribunal. Les soumissionnaires invités sont priés de noter que leurs propositions de prix seront, au besoin, divulguées de façon confidentielle aux conseillers du ministre dont les services auront été retenus pour évaluer la présente soumission ou participer à son évaluation. Le soumissionnaire qui présente une proposition de prix consent à ce que le ministère recueille des renseignements de la manière décrite dans la présente invitation aux fins prévues par celle-ci.

# STIPULATIONS

Les conditions suivantes s’appliquent à la présente invitation :

1. ni l’une ni l’autre des parties n’a le droit de présenter de réclamations contre l’autre relativement au processus visé par les présentes, à la sélection d’un soumissionnaire, au fait de ne pas avoir été sélectionné pour signer un contrat et fournir les produits livrables, ou à la non-acceptation de soumissions avant la signature d’un contrat;
2. aucune relation ou obligation juridique se rapportant à l’acquisition de biens ou de services n’est créée entre un soumissionnaire et le ministère avant la signature d’un contrat;
3. les conditions du contrat ne sont pas négociables;
4. la teneur et la quantité des biens ou services décrits à l’appendice A représentent une estimation des exigences du ministère au moment du lancement de la présente invitation et le ministère peut, à son entière discrétion, modifier la portée et la quantité des biens ou services avant de signer un contrat avec le soumissionnaire retenu;
5. le ministère peut publier les noms d’un ou de l’ensemble des soumissionnaires;
6. le ministère peut choisir de ne pas tenir compte d’un soumissionnaire dont la soumission contient de fausses déclarations ou des renseignements inexacts, trompeurs ou incomplets;
7. le ministère peut, à tout moment, annuler le processus visé par les présentes;
8. le ministère peut choisir de ne pas obtenir les services faisant l’objet de la présente invitation;
9. le ministère peut demander des renseignements complémentaires ou entamer des discussions avec tout soumissionnaire, notamment les soumissionnaires qui n’ont pas répondu à la présente invitation;
10. sous réserve de l’obtention de toutes les approbations internes requises, le ministère peut engager des négociations directes pour l’acquisition de tout bien ou service avec tout soumissionnaire, que celui-ci ait ou non répondu à la présente invitation;
11. le ministère peut choisir de procéder par voie d’appel d’offres ouvert dans le cadre duquel tous les soumissionnaires éventuels, notamment ceux qui n’ont pas répondu à la présente invitation, peuvent concourir à l’attribution d’un contrat visant la fourniture de tout bien ou service;
12. le soumissionnaire accepte l’ensemble des conditions énoncées dans la présente invitation.

**APPENDICE A – RENSEIGNEMENTS ET EXIGENCES DU MINISTÈRE**

# COORDONNÉES DU MINISTÈRE

|  |  |
| --- | --- |
| Nom du ministère | Ministère de l’Éducation |
| Nom de la direction du ministère | Direction de l’enseignement et de l’apprentissage en langue française |
| Nom du représentant du ministère | Mireya Prieto |
| Titre du représentant du ministère | Conseillère principale en approvisionnement |
| Adresse de courriel du représentant du ministère | [ProcurementEDU@ontario.ca](mailto:ProcurementEDU@ontario.ca) |

# EXIGENCES DU MINISTÈRE

## Livrables

Le soumissionnaire retenu travaillera de concert avec d’autres enseignants (membres en règle de l’Ordre des enseignantes et des enseignants de l’Ontario) et experts chevronnés en affaires et commerce, de même qu’avec des représentants ministériels, dans le cadre de travaux de rédaction intensifs s’inscrivant dans la révision du programme-cadre d’affaires et commerce de la 9e et de la 10e année, laquelle pourrait comprendre les attentes et contenus d’apprentissage, la mise en contexte et les appuis pédagogiques.

La plupart des séances de rédaction auront lieu de façon asynchrone. Les séances en groupe devraient avoir lieu les fins de semaine (pendant la journée), ou les soirées en semaine de 16 h à 20 h.

## Délai et lieu de livraison

Le ministère exige que les produits livrables soient fournis dans les délais suivants, qu’il peut réviser à son entière discrétion :

Le temps maximal alloué pour effectuer le travail est de quinze (15) jours par rédacteur. Le ministère tiendra une séance virtuelle d’orientation et de mise en contexte d’une demi-journée pour préciser ses objectifs et ses attentes, au début du processus de rédaction, après quoi la rédaction commencera. Le calendrier sera établi en collaboration avec le ministère. L’essentiel du travail s’effectuera entre novembre 2023 et début 2024, avec la possibilité de séances de rédaction supplémentaires tout au long de l’année 2024. Un calendrier plus détaillé sera abordé lors de la séance d’orientation.

Le travail se fera à distance (c.-à-d. du domicile ou bureau de chaque rédacteur).

## Tarifs fixes

Les tarifs suivants demeurent fixes pendant la durée du présent contrat :

Les rédacteurs recevront une rémunération de 300 $ (TVH en sus) par jour de travail accompli, jusqu’à concurrence de quinze (15) jours en tout.

## Évaluation des soumissions

Le ministère retiendra le soumissionnaire qui obtiendra la note cumulative la plus élevée à la fin du processus d’évaluation.

**Résumé de la pondération**

| **Critères d’évaluation** | **Pondération (%)** |
| --- | --- |
| Note non tarifaire | 49 points – 100 % |
| **Total** | **49 points ou 100 %** |

Une note minimale de 34 points est requise pour que la candidature soit prise en considération.

En soumettant une demande en réponse à cette présente invitation, le soumissionnaire reconnaît et accepte les conditions suivantes :

* Je suis un enseignant agréé de l’Ontario et je possède les qualifications en enseignement des affaires et commerce ou autres domaines connexes au cycle intermédiaire/supérieur; je travaille dans un conseil scolaire ou une école des Premières Nations en Ontario;
* Je suis disponible pour travailler sur le programme-cadre entre novembre 2023 et décembre 2024, avec l’essentiel du travail effectué à l’automne 2023 et au début 2024;
* J’accepte de travailler à un taux journalier de 300 $ (TVH en sus) jusqu’à concurrence de quinze (15) jours;
* J’ai accès à un appareil électronique (p. ex., ordinateur, portable, etc.) et à internet; et
* J’ai joint une copie de mon curriculum vitae (maximum de 4 pages) et le formulaire de réponse (maximum de 5 pages) démontrant mes compétences et expertise, conformément aux critères d’évaluation.

**Veuillez joindre votre curriculum vitæ à votre réponse au ministère, dans la langue du programme-cadre auquel vous souhaitez contribuer.** Seules les soumissions auxquelles un **curriculum vitæ**, **un formulaire de soumission signé** (page 10/Appendice B) et le **formulaire de réponse** sont joints seront considérées.

Veuillez noter que les séances de travail de groupe avec l’équipe de langue anglaise se dérouleront en anglais. L’équipe de langue française aura diverses occasions de se rencontrer pour échanger en français.

**Critères d’évaluation**

Le tableau suivant énumère les critères qui seront évalués par le ministère et indique le nombre maximal de points alloués correspondant à chaque critère.

| **Critères d’évaluation et description** | **Nombre de points** |
| --- | --- |
| Membre en règle de l’Ordre des enseignantes et des enseignants de l’Ontario et qualifications au cycle intermédiaire/supérieur en affaires et commerce ou dans des domaines connexes; œuvrant au sein d’un conseil scolaire ou d’une école des Premières Nations en Ontario. | 5 points |
| Une plus grande considération sera accordée aux personnes qui possèdent une qualification de spécialiste en études supérieures en affaires et commerce ou dans un domaine connexe, ou des qualifications au cycle intermédiaire/supérieur en affaires et commerce dans un ou plusieurs des domaines suivants :   * Domaine général; * Comptabilité; * Entrepreneuriat; * Technologies de l’information et de la communication | 4 points |
| Expériences vécues ou professionnelles susceptibles de donner lieu à des perspectives diverses (engagement urbain, rural, social, communautaire ou culturel); travail auprès de communautés métisses, inuit ou des Premières Nations, ou d’autres communautés racisées; autoidentification en tant que membre de la communauté noire, d’une communauté des Premières Nations, métisse ou inuit, ou encore d’une autre communauté racisée | 5 points |
| Expérience professionnelle récente dans le milieu des affaires ou expérience pratique connexe | 4 points |
| Expérience confirmée en enseignement des affaires et commerce au palier secondaire, par ex. les cours de 9e et 10e année BTT1/2O et BBI1/2O :   * nombre d’années d’enseignement de ce(s) cours; * nombre d’années d’enseignement d’autres cours d’affaires et commerce; * expertise concernant le contenu et les sujets du programme-cadre. | 8 points |
| Expérience confirmée avec le contenu/les sujets des programmes-cadres d’affaires et commerce ou d’un autre programme-cadre axé sur les affaires et commerce (p. ex. travaux de recherche ou d’études supérieures, rédaction de guides de facilitation, de journaux professionnels ou d’autres publications du domaine de l’éducation, ou contribution à de tels ouvrages) | 5 points |
| Expérience en élaboration de ressources en affaires et commerce ou autre programme-cadre, ou en rédaction de programmes-cadres, d’appuis pédagogiques ou de possibilités d’apprentissage professionnel pertinentes et sensibles à la culture | 5 points |
| Autre expérience de leadership connexe (p. ex. poste d’entraîneur, de coordonnateur, de chef de service ou de conseiller au sein d’une école ou d’un conseil scolaire, direction de séances de perfectionnement professionnel, participation à des conférences, appui à l’apprentissage par l’expérience (p. ex., l’apprentissage par l’expérience dans la nature), enseignement ou facilitation de cours de qualification additionnelle en affaires et commerce ou dans des domaines connexes) | 5 points |
| Expertise confirmée dans d’autres domaines d’enseignement et d’évaluation connexes (p. ex. jouer un rôle de direction, avoir une ou plusieurs qualifications additionnelles, diriger l’apprentissage professionnel, élaborer des ressources), par exemple :   * droits de la personne, équité et éducation inclusive * éducation autochtone * aide aux apprenants de l’anglais et du français * aide aux élèves ayant des besoins particuliers * évaluation et communication du rendement * autres domaines d’expertise | 5 points |
| S’identifier comme membre de la communauté noire ou de celle des Premières Nations, Métis ou Inuit ou d’autres communautés racisées/sous-représentées. | 1 point |
| Le soumissionnaire/l’entreprise est situé(e) en Ontario. \* | 2 points |
| **Total des points** | **49 points** |

Une note minimale de 34 points est requise pour que la candidature soit prise en considération.

\* Le 9 mars 2022, le gouvernement de l'Ontario a lancé l['Initiative de développement des entreprises ontariennes (IDEO)](https://news.ontario.ca/fr/release/1001729/la-province-lance-linitiative-de-developpement-des-entreprises-ontariennes) afin de continuer de renforcer la sécurité de la chaîne d'approvisionnement et la croissance économique de la province à la suite de la pandémie de la COVID-19. Comme chaque ministère doit se conformer à IDEO depuis le 1er septembre 2023, ce critère a été ajouté à la grille d'évaluation.

**APPENDICE B – FORMULAIRE DE SOUMISSION**

**Invitation à soumissionner (IAS) no 234**

**DESTINATAIRE :** SA MAJESTÉ LE ROI du chef de l’Ontario, représenté par le ministre de l’Éducation

# COORDONNÉES DU SOUMISSIONNAIRE

|  |  |
| --- | --- |
| Nom légal du soumissionnaire |  |
| Nom du représentant du soumissionnaire (si identique au nom précédent, ne rien inscrire) |  |
| Adresse électronique du représentant du soumissionnaire |  |
| Adresse postale du représentant du soumissionnaire |  |
| Numéro de téléphone du représentant du soumissionnaire |  |

# EXACTITUDE DES RENSEIGNEMENTS

Le soumissionnaire accepte les conditions énoncées dans la présente invitation. Bien que la proposition de prix figurant au présent formulaire de soumission soit fournie à des fins d’évaluation seulement et ne soit pas juridiquement contraignante, le soumissionnaire confirme par la présente que les renseignements fournis sont exacts.

Insérer le nom légal du soumissionnaire

Je reconnais que l’apposition de mon nom sous forme électronique sur la ligne ci-dessous constituera une signature pour l’application de la *Loi de 2000 sur le commerce électronique*, L.O. 2000, chap. 17.

J’ai le pouvoir de lier le soumissionnaire.

Nom :

Titre :

Date :

**APPENDICE C – ENTENTE**

**À titre informatif uniquement**

**LA PRÉSENTE ENTENTE** (l’**« entente »**), qui porte sur l’élaboration du programme-cadre d’affaires et commerce prend effet le [insérer la date] (la **« date d’entrée en vigueur »**).

**ENTRE :**

**SA MAJESTÉ LE ROI** du chef de l’Ontario

*représenté par le* ***ministre de l’Éducation***

(ci-après, le **« ministre »**)

**- et -**

**[Insérer le nom officiel du vendeur]**

(ci-après appelé le **« vendeur »**)

*En contrepartie de leurs obligations respectives énoncées ci-dessous, les parties conviennent de ce qui suit :*

1. **Contrat et durée**

1.1 Le contrat entre le ministère et le vendeur comprend tout ce qui suit : (i) la présente entente, y compris l’annexe A et toute autre annexe requise; (ii) tout avenant signé en conformité avec la présente entente (le **« contrat »**).

1.2 La présente entente prend effet à la date d’entrée en vigueur et conserve pleine force et plein effet jusqu’au [insérer la date] inclusivement ou jusqu’à la date d’expiration de toute prorogation du contrat (la **« durée »**).

1. **Produits livrables et tarifs du vendeur**
   1. Description des produits livrables

Le vendeur travaillera de concert avec d’autres enseignants et experts chevronnés en affaires et commerce, de même qu’avec des représentants ministériels, dans le cadre de travaux de rédaction intensifs s’inscrivant dans la révision du programme-cadre d’affaires et commerce du palier secondaire, laquelle pourrait comprendre les attentes et contenus d’apprentissage, la mise en contexte et les appuis pédagogiques.

Le vendeur devra fournir son numéro d’assurance sociale afin de se faire rémunérer. Les détails concernant ce processus seront communiqués lors de la séance d’orientation du ministère.

* 1. Tarifs et débours
     1. Somme totale payable

Malgré toute autre disposition du contrat, la somme totale payable par le ministère au vendeur en vertu du contrat ne doit pas dépasser 4 500 $ (TVH en sus). La somme totale payable par le ministère au vendeur comprend tous les frais, débours et taxes applicables. Le ministère n’acceptera aucuns frais supplémentaires.

Les frais engagés et payables aux termes du présent contrat doivent être facturés séparément et remboursés, sur présentation des reçus, en conformité avec les directives et lignes directrices applicables, y compris la Directive sur les frais de déplacement, de repas et d’accueil du Conseil de gestion du gouvernement.

* + 1. Tarifs fixes

Les tarifs suivants demeurent fixes pendant la durée du présent contrat :

1. Le vendeur recevra une rémunération de 300 $ (TVH en sus ) par jour de travail accompli, jusqu’à concurrence de quinze (15) jours au total.

Le vendeur peut soumettre une facture à la fin de chaque étape du processus de rédaction, tel que convenu avec le ministère.

**EN FOI DE QUOI** les parties aux présentes ont signé la présente entente à la date d’entrée en vigueur.

SA MAJESTÉ LE ROI du chef de l’Ontario

représenté par le **ministre de l’Éducation** :

Signature : *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*

Nom :

Titre :

*Fondé de pouvoir*

**[Insérer le nom officiel du vendeur]**

Signature : *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*

*Nom : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*

*Titre : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*

*Date de signature : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*

*J’ai le pouvoir de lier le vendeur.*

**ANNEXE A**

**de l’entente entre le ministre de l’Éducation**

**et [insérer le nom officiel du vendeur] datée du [insérer la date d’entrée en vigueur]**

**AUTRES CONDITIONS**

1. **Prorogation et expiration du contrat**
   1. Le ministère a l’option de proroger le contrat aux mêmes conditions, y compris les tarifs, conditions et ententes prévus dans le contrat. Le ministère peut se prévaloir de cette option sur remise d’un préavis écrit de quinze (15) jours civils au vendeur, lequel préavis indique la durée précise de la prorogation de l’entente.
   2. Le contrat expire à la fin de la durée de la présente entente.
2. **Intégralité de l’entente**

* 1. Le contrat représente l’intégralité de l’entente intervenue entre les parties en ce qui concerne les produits livrables et remplace toute convention antérieure, accessoire, verbale ou autre concernant les produits livrables pouvant exister entre les parties à la date d’entrée en vigueur de la présente entente.
  2. Toute modification apportée au contrat doit l’être au moyen d’un avenant écrit signé par les parties. Aucune modification ne prend effet ni ne doit être exécutée en l’absence d’un tel avenant.
  3. Malgré toute autre disposition du contrat, toute mention expresse ou implicite d’une indemnité provenant du ministère ou de toute autre forme de dette ou de passif éventuel susceptible d’accroître directement ou indirectement la dette ou le passif éventuel du ministère, que ce soit lors de la passation de la présente entente ou à tout autre moment pendant la durée du contrat, est nulle et sans effet juridique, sauf si le ministère a obtenu l’approbation écrite du ministre des Finances.

1. **Les produits livrables**
   1. La nature et la portée des travaux visés par le contrat, ainsi que les devoirs et obligations respectifs du vendeur et du ministère, sont énoncés dans le contrat et décrits plus précisément dans le corps principal de l’entente, à l’article 2 (Produits livrables et tarifs du vendeur) (les **« produits livrables »**).
   2. Le vendeur déclare et garantit qu’il a plein droit et pouvoir de conclure le contrat et qu’aucune entente avec d’autres particuliers, firmes, sociétés de personnes ou personnes morales n’aura pour effet de porter atteinte aux droits du ministère de quelque façon que ce soit aux termes du contrat.
   3. Le vendeur reconnaît qu’il ne fournit pas les produits livrables au ministère à titre exclusif. Le ministère ne fait aucune déclaration quant au volume de travail visé par le contrat. Le ministère se réserve le droit de passer avec d’autres parties des contrats visant des produits livrables identiques ou semblables à ceux du vendeur, ainsi que celui de se procurer des produits livrables identiques ou semblables à l’interne au sein de la fonction publique de l’Ontario.
   4. Le vendeur convient et garantit que les produits livrables seront fournis entièrement et diligemment de manière professionnelle et compétente par des personnes possédant les qualifications et aptitudes requises par leur métier et qu’en outre tous les produits livrables seront fournis conformément a) au contrat; b) aux normes et pratiques de l’industrie; et c) aux exigences du droit applicable. Le vendeur convient qu’il est responsable des actes et omissions de ses dirigeants, administrateurs, employés, associés, entités affiliées, mandataires, bénévoles et sous-traitants.
   5. Le fait que le ministère n’ait pas, dans un ou plusieurs cas, insisté pour que le vendeur se conforme strictement à une des conditions du contrat ne doit pas être interprété comme une renonciation de la part du ministère à son droit à une observation stricte de cette condition, et les obligations du vendeur à cet égard restent pleinement en vigueur.
2. **Ordre de modification**
   1. Le ministère peut, au moyen d’un ordre de modification, demander que des modifications soient apportées au contrat, notamment la modification ou la suppression de toute partie des produits livrables, ou des ajouts à ceux-ci. L’ordre de modification énonce les modifications demandées par le ministère, avec les tarifs correspondants décrits à l’article 2 du corps de la présente entente. Aucune modification ne prend effet ni ne doit être exécutée en l’absence d’un avenant écrit signé par les parties.
   2. Le vendeur se conforme aux demandes de modification raisonnables du ministère et ces demandes sont exécutées conformément aux conditions du contrat. Si le vendeur est incapable de se conformer à la demande de modification, il en avise sans délai le ministère en en donnant les raisons. Si les tarifs en vigueur à la date de l’ordre de modification ne font pas mention du prix applicable pour les produits livrables prévus dans l’ordre de modification, le prix est négocié dans un délai raisonnable entre le ministère et le vendeur.
3. **Paiement pour exécution**
   1. Sous réserve de l’observation des dispositions du contrat par le vendeur, le ministère lui paie les produits livrables qu’il fournit aux tarifs établis à l’article 2 du corps de la présente entente (les **« tarifs »**), jusqu’à concurrence de la somme totale payable. Les parties reconnaissent que la présente entente est à prix fixe et que le ministère ne devra au vendeur aucuns autres frais que ceux prévus par cet article en l’absence d’un ordre de modification écrit aux termes de l’article 4 de la présente annexe.
   2. Le vendeur fournit des factures au ministère pour les travaux achevés, aux moments et selon la forme et le contenu précisés dans la présente annexe, ou de toute autre façon convenue par le ministère.
   3. Le ministère peut retenir un paiement ou l’appliquer en compensation d’un autre paiement s’il estime raisonnablement que le vendeur ne s’est pas conformé à une exigence du contrat.
   4. Le vendeur facture la taxe de vente harmonisée (TVH) et la perçoit auprès du ministère à l’égard des produits livrables, conformément à la *Loi sur la taxe d’accise*, L.R.C. 1985, ch. E-15, dans sa version modifiée ou remplacée de temps à autre.
   5. Pendant sept (7) ans après l’expiration de la présente entente, le vendeur conserve tous les documents nécessaires pour justifier a) tous les montants exigés et payés aux termes du contrat et b) le fait que les produits livrables ont été fournis conformément au contrat et aux exigences du droit applicable. Pendant la durée de l’entente et pour une période de sept (7) ans après son expiration, le vendeur autorise et aide le ministère à effectuer des vérifications des activités du vendeur afin de vérifier les points a) et b) ci-dessus, si le ministère le lui demande. Le représentant du ministère donne au représentant du vendeur un préavis d’au moins dix (10) jours ouvrables avant une telle vérification.
   6. Si un paiement est en souffrance sans faute de la part du vendeur, les intérêts exigés par le vendeur, s’il y a lieu et sous réserve des approbations requises, pour tout paiement en retard, ne doivent pas excéder le taux d’intérêt antérieur au jugement prévu par le paragraphe 127(2) de la *Loi sur les tribunaux judiciaires*, L.R.O. 1990, chap. C.43, qui est en vigueur à la date à laquelle le paiement a pris du retard.
4. **Indemnisation et assurance**
   1. Le vendeur convient d’indemniser Sa Majesté le Roi du chef de l’Ontario et ses ministres, administrateurs, dirigeants, employés, bénévoles, mandataires et entrepreneurs à l’égard de l’ensemble des actions, causes d’action, réclamations, revendications, procédures, pertes, jugements, frais et dépenses (notamment les frais juridiques raisonnables), ainsi qu’à l’égard de toute responsabilité pour dommages matériels et dommages à la personne (y compris la mort), de quelque type ou nature, émanant de quiconque, subis par quiconque ou visant quiconque et fondés sur les activités décrites dans le contrat, occasionnés par ces activités ou attribuables à celles-ci.
   2. Le vendeur est responsable de sa propre assurance et devrait souscrire toutes les assurances nécessaires et appropriées que souscrirait une personne prudente dans le secteur d’activité du vendeur, notamment une assurance de responsabilité civile des entreprises. Le vendeur n’est pas couvert par le programme d’assurance du gouvernement de l’Ontario, et ce dernier n’accordera aucune protection au vendeur pour toute réclamation qui pourrait découler du contrat.
5. **Résiliation**
   1. Le ministère se réserve le droit de résilier le présent contrat sans motif sur remise d’un préavis de quatorze (14) jours au représentant du vendeur. En cas de résiliation, les parties conviennent que le ministère ne sera responsable que du paiement des parties des produits livrables qui auront été réalisées jusqu’à la date de prise d’effet de la résiliation, inclusivement.
   2. Les dispositions qui suivent et les dispositions d’appoint ou croisées de la présente annexe restent en vigueur après la résiliation ou l’expiration du présent contrat, ne se regroupent pas et conservent pleine force et plein effet conformément aux conditions du présent contrat : les articles 2.3, 3.4, 5.5, 6.1, 7.2, 8.1, 9, 10 et 11.
6. **Vendeur indépendant**
   1. Le vendeur n’a ni le pouvoir ni l’autorité de lier le ministère ou d’assumer ou de créer une obligation ou responsabilité explicite ou implicite au nom du ministère.Le vendeur ne doit pas se présenter comme un mandataire, un associé ou un employé du ministère. Aucune disposition du contrat n’a pour effet de créer une relation d’emploi, d’associés ou de mandataire entre le ministère et le vendeur (ou l’un quelconque des dirigeants, administrateurs, employés, associés, entités affiliées, mandataires, bénévoles ou sous-traitants du vendeur) ou de constituer une nomination en vertu de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l’Ontario*, L.O. 2006, chap. 35, dans sa version modifiée.
   2. Le vendeur ne doit pas conclure de contrat de sous-traitance avec un sous-traitant pour la fourniture des produits livrables, à moins d’avoir obtenu au préalable la permission écrite du ministère.
   3. Tout contrat de sous-traitance conclu par le vendeur adopte l’ensemble des conditions du contrat dans la mesure où elles s’appliquent aux produits livrables du sous-traitant.
7. **Propriété intellectuelle**

* 1. Le vendeur convient et garantit que les produits livrables ne violent pas ni ne contrefont les droits de propriété intellectuelle ou industrielle ni d’autres droits de propriété, quel qu’en soit le type ou la forme, protégés ou protégeables en vertu des lois du Canada, de tout pays étranger ou de toute subdivision politique d’un pays (collectivement appelés **« propriété intellectuelle »**), et qu’ils n’entraînent pas leur contrefaçon.
  2. Le ministère est le propriétaire de toute la propriété intellectuelle conçue, produite ou réalisée en vertu de la présente entente qui est originale et que le vendeur développe précisément pour l’exécution de la présente entente. Le vendeur cède irrévocablement au ministère et en sa faveur — et le ministère accepte — chaque droit, titre et intérêt lié à cette propriété intellectuelle, et ce, pour toujours. Cependant, chaque partie conserve tous les droits de propriété liés à la propriété intellectuelle dont elle était titulaire avant de fournir les produits livrables applicables. Le vendeur place un avis de droit d’auteur sur tous les produits livrables enregistrés qu’il fournit au ministère aux termes du contrat selon la formule suivante : © Imprimeur du Roi pour l’Ontario, [année de publication].
  3. Le vendeur ne doit pas incorporer dans les produits livrables quoi que ce soit qui aurait pour effet de restreindre le droit du ministère de modifier, de développer davantage ou d’utiliser autrement les produits livrables de toute manière que le ministère estime nécessaire.
  4. À la demande du ministère, le vendeur convient (i) de renoncer à tous les droits moraux, (ii) d’obtenir des renonciations à tous les droits à l’intégrité et autres droits moraux de la part de ses dirigeants, administrateurs, employés, associés, entités affiliées, mandataires, bénévoles et sous-traitants et de toute autre partie pouvant faire valoir de tels droits relativement aux produits livrables, lesquelles renonciations peuvent être invoquées sans restriction par toute personne autorisée par le ministère, et (iii) de signer et de faire signer par quiconque peut faire valoir des droits à l’intégrité ou tout autre droit moral, y compris ses dirigeants, administrateurs, employés, associés, entités affiliées, mandataires, bénévoles et sous-traitants, une cession écrite du droit d’auteur sur les produits livrables applicables, selon la forme prévue par le ministère. Le vendeur obtient ou signe tout autre document que le ministère exige raisonnablement pour protéger sa propriété intellectuelle.
  5. Le vendeur convient que toute la propriété intellectuelle et tout autre droit, titre de propriété et intérêt afférents aux concepts, techniques, idées, renseignements et matériaux, sans égard à leur mode d’enregistrement (y compris les images et les données) que lui fournit le ministère demeurent en tout temps la seule propriété de Sa Majesté le Roi du chef de l’Ontario. Le vendeur ne doit pas utiliser un emblème ou un logo de Sa Majesté le Roi du chef de l’Ontario, sauf s’il doit le faire pour fournir les produits livrables et seulement s’il a reçu au préalable du ministère la permission écrite de le faire.

1. **Confidentialité**
   1. Pendant la durée du contrat et par la suite, le vendeur convient d’assurer la confidentialité de tous les renseignements qu’il reçoit du ministère et de veiller à ce que ses dirigeants, administrateurs, associés, employés, entités affiliées, mandataires, bénévoles et sous-traitants en fassent autant. Le vendeur convient d’assurer la sécurité de tous les renseignements confidentiels et ne peut copier des renseignements confidentiels que si cela est essentiel pour fournir les produits livrables.
   2. Le vendeur reconnaît et convient que le contrat et tous les renseignements fournis aux termes du contrat sont régis par la *Loi sur l’accès à l’information et la protection de la vie privée*, L.R.O. 1990, chap. F.31, dans sa version modifiée (**« LAIPVP »**). Les documents créés par le vendeur dans le cadre de la fourniture des produits livrables et les renseignements fournis au vendeur par le ministère peuvent être assujettis à la divulgation en vertu de la LAIPVP. Le vendeur convient de fournir de tels documents et renseignements au ministère sur demande aux fins d’une demande d’accès ou en cas d’enjeu lié à la protection de la vie privée.
   3. À la demande du ministère et, quoi qu’il en soit, avant la résiliation ou l’expiration de la présente entente, le vendeur retourne au ministère tous les renseignements personnels au sens de la LAIPVP et tous les renseignements confidentiels du ministère, et il s’assure que toutes les copies de ces renseignements et toute partie de ceux-ci sont aussi retournées ou détruites, sans qu’aucune copie ne soit conservée par le vendeur ou ses dirigeants, administrateurs, employés, associés, entités affiliées, mandataires, bénévoles et sous-traitants. À la demande du ministère, le vendeur lui confirme par écrit que tous les renseignements susmentionnés ont été ainsi retournés ou détruits.
   4. Le vendeur convient de mettre en œuvre d’autres mesures de sécurité précises qui, de l’avis raisonnable du ministère, améliorent le caractère adéquat et l’efficacité des mesures prises par le vendeur pour assurer la sécurité et l’intégrité des renseignements personnels et des documents en général.
2. **Conflit d’intérêts**
   1. Le vendeur doit : a) éviter tout conflit d’intérêts dans l’exécution de ses obligations contractuelles; b) déclarer au ministère sans délai tout conflit d’intérêts réel ou éventuel qui survient dans l’exécution de ses obligations contractuelles; c) se conformer aux exigences prescrites par le ministère pour résoudre tout conflit d’intérêts. Le ministère peut résilier immédiatement le contrat, sur remise d’un avis au vendeur, dans l’un ou l’autre des cas suivants : a) le vendeur omet de déclarer un conflit d’intérêts réel ou éventuel; b) le vendeur ne se conforme pas à une exigence prescrite par le ministère pour résoudre un conflit d’intérêts; c) le conflit d’intérêts du vendeur ne peut être résolu. Ce recours s’ajoute à tous les autres droits contractuels ou autres droits dont dispose le ministère en droit ou en equity. Le vendeur reconnaît et convient qu’il y a conflit d’intérêts s’il utilise des renseignements confidentiels du ministère se rapportant aux produits livrables sans l’autorisation expresse de ce dernier.
3. **Contrat exécutoire et approbation de la sous-traitance et de la cession par le ministère**
   1. Le contrat lie les parties et leurs successeurs, exécuteurs, administrateurs et ayants droit autorisés, et il s’applique à leur profit. Le vendeur ne doit pas sous-traiter ni céder tout ou partie du contrat ou d’une créance qui lui est due aux termes de celui-ci sans le consentement écrit préalable du ministère. Ce consentement est à la seule discrétion du ministère et est assujetti aux conditions que ce dernier impose.
4. **Droit applicable**
   1. Le contrat est régi et interprété conformément au droit de la province de l’Ontario et aux lois fédérales du Canada qui s’y appliquent. Les parties conviennent par la présente que tout différend découlant du contrat ou s’y rapportant sera tranché en Ontario.
5. **Force majeure**
   1. Les parties ne sont pas responsables des dommages résultant d’un retard ou d’un défaut d’exécution de leurs obligations aux termes du contrat lorsque ce retard ou ce défaut est dû à un événement indépendant de leur volonté. Il est entendu entre les parties que les cas de force majeure s’entendent notamment des catastrophes naturelles et des actes de guerre, d’insurrection et de terrorisme, mais qu’ils excluent les pénuries ou les retards en matière de fournitures ou de services. La partie qui sollicite une dispense de ses obligations aux termes du présent contrat à cause d’un cas de force majeure avise immédiatement l’autre partie du retard ou du défaut d’exécution en en précisant la raison et la durée prévue. Un retard ou un défaut d’exécution, par l’une ou l’autre partie, de ses obligations prévues par la présente entente, lorsque ce retard ou ce défaut résulte d’un cas de force majeure, proroge la période d’exécution de ces obligations d’un nombre de jours convenu par le vendeur et le ministère.
6. **Conflit dans les documents**
   1. En cas de conflit ou d’incohérence entre une disposition d’un des documents énumérés ci-dessous faisant partie du contrat et une disposition d’un autre des documents énumérés ci-dessous, la disposition du document mentionné en premier s’applique :
7. le corps de la présente entente, à l’exclusion des annexes;
8. l’annexe A de la présente entente;
9. toutes les autres annexes, s’il y a lieu.
10. **Restrictions en matière de promotion**
    1. La publicité et les publications relatives au contrat sont à la seule discrétion du ministère, qui peut y faire état, toujours à sa seule discrétion, des produits livrables fournis par le vendeur. Le vendeur ne doit pas user de son association avec le ministère sans le consentement préalable écrit de celui-ci. Sans préjudice du caractère général de ce qui précède, le vendeur ne doit pas, entre autres, à quelque moment que ce soit, communiquer directement ou indirectement avec les médias relativement au contrat sans en avoir obtenu au préalable l’autorisation écrite expresse du ministère.
11. **Avis**
    1. Les avis sont écrits et délivrés par pli affranchi, par remise en mains propres, par télécopieur ou par courriel et sont adressés respectivement au ministère, à l’attention du représentant du ministère et au vendeur, à l’attention du représentant du vendeur. Les avis sont réputés avoir été remis dans les délais suivants : a) dans le cas d’un pli affranchi, cinq (5) jours ouvrables après la mise à la poste de l’avis; b) dans le cas d’une remise en mains propres, par télécopieur ou par courriel, un (1) jour ouvrable après la réception de l’avis par l’autre partie. En cas de perturbation postale, les avis doivent être signifiés par remise en mains propres, par télécopieur ou par courriel; pour prendre effet, tous les avis mis à la poste dans la semaine qui précède la perturbation postale doivent être confirmés par télécopieur ou par courriel.
12. **Nombre, genre et titres**
    1. Dans la présente entente, le singulier comprend le pluriel et vice-versa, et le masculin comprend le féminin et vice-versa. Les titres figurant dans le contrat sont utilisés uniquement pour la commodité du lecteur et ne modifient pas le contrat ni ne doivent en influencer l’interprétation de quelque manière que ce soit.
13. **Continuité des activités**

* 1. À la demande du ministère, le vendeur convient d’établir un plan de continuité des activités pour garantir la continuité de ses propres activités et pouvoir continuer à fournir les produits livrables au ministère aux termes de la présente entente en cas de force majeure ou d’autre situation d’urgence, catastrophe ou perturbation. Le plan de continuité des activités est consigné par écrit et traite précisément de l’absence ou de la réduction du personnel, des installations et de la technologie de l’information, ainsi que de la façon dont ces absences et réductions seront gérées pour veiller à ce que la fourniture des produits livrables ne soit pas perturbée.

1. **Obligations en vertu de la législation ontarienne**
   1. La fourniture des produits livrables par le vendeur doit être conforme à toutes les exigences, spécifications et normes pertinentes en matière d’accessibilité établies conformément à la *Loi de 2005 sur l’accessibilité pour les personnes handicapées de l’Ontario*, L.O. 2005, chap. 11, et aux règlements pris en application de celle-ci et à toute directive du ministère.
   2. Le vendeur convient de permettre au ministère de préciser les besoins auxquels le vendeur devra répondre pour que le ministère puisse s’acquitter de ses obligations en vertu de la législation ontarienne, notamment la *Loi sur les services en français*, L.R.O. 1990, chap. F.32. Le vendeur convient de répondre à ces besoins et de permettre au ministère d’évaluer sa capacité à cet égard.
2. **Facturation**
   1. Le vendeur présente une (1) facture au ministère au plus tard dix (10) jours ouvrables après la fourniture et l’acceptation par le ministère de tous les produits livrables prévus dans le contrat. La facture comprend les renseignements suivants : (i) le numéro de bon de commande assigné au contrat par le ministère, s’il y a lieu; (ii) une brève description des produits livrables fournis; (iii) les frais pour les produits livrables fournis; (iv) tous les débours; et (v) les taxes payables par le ministère, le tout indiqué séparément.
   2. Le ministère dispose d’un délai de quinze (15) jours ouvrables pour approuver ou rejeter la facture. Si le ministère rejette la facture, il en avise sans délai le vendeur par écrit et ce dernier fournit les renseignements supplémentaires exigés par le ministère à l’appui de la facture.
   3. Le ministère doit approuver la facture avant que tout paiement ne soit versé au vendeur. Le paiement est versé dans les quarante-cinq (45) jours ouvrables de l’approbation.
   4. Le vendeur facture au ministère le nombre réel d’heures travaillées chaque jour par chaque personne. Quel que soit le nombre d’heures travaillées par une personne lors d’un jour donné, le vendeur ne facture pas au ministère plus que le tarif journalier de cette personne pour ce jour-là. Le vendeur ne facture pas au ministère le tarif journalier d’une personne, à moins que celle-ci ait travaillé au moins sept heures et quart (7,25 h) ce jour-là. Le tarif journalier d’une personne est calculé au prorata pour toute journée au cours de laquelle elle a travaillé moins de sept heures et quart (7,25 h).
3. **Habilitation de sécurité de l’entrepreneur**
   1. Si le ministère le lui demande, le vendeur convient d’exiger que l’un quelconque de ses employés, mandataires ou sous-traitants qui participent à la fourniture des produits livrables aux termes de la présente entente fasse l’objet d’une vérification aux fins de l’obtention d’une habilitation de sécurité de l’entrepreneur, de la manière que précise le ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs.
4. **Conformité à la *Loi sur la santé et la sécurité au travail***
   1. Le vendeur doit s’assurer que tout sous-traitant qu’il embauche travaille en conformité avec la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*, L.R.O. 1990, chapitre O.1 (LSST) et ses règlements d’application, et avec toutes les exigences relatives aux sites en matière de santé et de sécurité applicables de la fonction publique de l’Ontario (FPO). Le vendeur reconnaît qu’il est l’employeur du sous-traitant. Le vendeur prévoit, dans toutes ses ententes avec ses sous-traitants, la capacité de licencier le sous-traitant pour non-conformité à la LSST ou ses règlements ou aux règles et politiques du vendeur, ou encore pour défaut de protéger la sécurité de ses travailleurs.

Le ministère peut interrompre les travaux si le vendeur ne se conforme pas à la LSST ou ses règlements d’application et qu’un danger immédiat pour la santé et la sécurité des travailleurs est constaté. Le défaut ou refus du vendeur de corriger la violation constatée, ou une inobservation délibérée ou répétée, peut, sous réserve de l’article 7, entraîner la résiliation du contrat.

1. **Données ouvertes**
   1. Publication de données

Conformément à la [Directive sur les données ouvertes](https://www.ontario.ca/fr/page/directive-sur-les-donnees-ouvertes-de-lontario) et dans le cadre de son engagement d’ouverture des données, l’Ontario a l’intention de publier et de permettre au public d’utiliser :

(i) les données sur les contrats d’approvisionnement, y compris le nom du vendeur et la valeur totale du contrat;

(ii) les données créées ou recueillies en vertu d’un contrat,

sauf si l’Ontario choisit de ne pas publier les données conformément à la Directive sur les données ouvertes, notamment pour des raisons de protection de la vie privée, de confidentialité, de sécurité, d’ordre juridique ou de sensibilité sur le plan commercial.

**~ FIN DE L’ENTENTE ~**